



FR

**CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

**ANNEXE 2**

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel 2022 en faveur de la République du Sénégal

**Document d'action « Formation professionnelle et Emploi – Horizon JOJ 2026 »**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1. Intitulé OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	<b>« Formation professionnelle et Emploi – Horizon JOJ 2026 »</b> Numéro OPSYS : ACT-61277 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	Oui : cette action contribuera à l'Initiative Team Europe « <i>Économie verte au Sénégal</i> »
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée en République du Sénégal L'Action sera menée sur l'ensemble du territoire sénégalais, et notamment dans les régions accueillant les Jeux Olympiques de la Jeunesse en 2026 (régions de Dakar et Thiès).
<b>4. Document de programmation</b>	Document de Stratégie Conjointe (DSC) UE - Sénégal 2021-2023
<b>5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés</b>	L'action s'inscrit dans le cadre de la priorité 2 du DSC (« <i>Développement du capital humain</i> »), en particulier son secteur 2 (« <i>Qualité de l'éducation, enseignement supérieur et recherche, formation et insertion professionnelles</i> »), en lien étroit avec l'objectif spécifique et le résultat attendu suivants :  <b>Objectif spécifique</b> : améliorer la coordination entre le marché du travail et un système de formation professionnelle et d'accompagnement attractif, accessible et performant afin de soutenir l'insertion des jeunes et favoriser l'emploi, y compris les emplois verts.  <b>Résultat attendu</b> : Les formations proposées, y compris les filières innovantes pour la croissance verte, sont construites en adéquation avec les besoins économiques et les liens avec le secteur privé sont développés.

DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	<b>CAD 113 – Formation professionnelle</b> qualifiante et orientée vers les besoins du marché du travail et les secteurs les plus porteurs. La réponse européenne contribuera au renforcement de l'employabilité d'une partie des plus de 300 000 jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail, afin d'assurer leur insertion professionnelle, en tant que salariés ou entrepreneurs. Les opportunités offertes par le numérique seront fortement prises en compte.			
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal (1 uniquement): 4-Accès à une éducation de qualité  Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles: 1-Lutter contre la pauvreté 3-Bonne santé et bien-être 5-Egalité entre les sexes 8-Accès à des emplois décents 11-Villes et communautés durables 13 – Lutte contre le changement climatique			
<b>8 a) Code (s) CAD</b>	11330 — Formation professionnelle — 100 %			
<b>8 b) Principal canal de distribution</b>	Institution de l'Union européenne – 42000			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Education			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif politique général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Biodiversité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et Tags :</b>	<b>Objectifs politiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	<p>Ligne budgétaire : BGUE-B2022-14.020120-C1-INTPA</p> <p>Coût total estimé : 56 000 000 EUR minimum</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE : 22 000 000 EUR</p> <p>Cette action est cofinancée conjointement par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Luxembourg pour un montant de 4 000 000 EUR ;</li> <li>- Les Pays-Bas pour un montant de 2 000 000 EUR.</li> </ul> <p>Cette action est cofinancée en parallèle par:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La France au travers de l'Agence française de développement (AFD) pour un montant de 28 000 000 EUR.</li> <li>- L'Italie au travers de l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS) pour un montant de 4 770 000 EUR.</li> </ul> <p>Les contributions susmentionnées viennent également participer à l'Initiative Team Europe « Économie verte au Sénégal ». Cette TEL, composée de deux axes (1. Agropole d'avenir pour une agriculture verte et des emplois décents et 2. Villes durables et digitales) et de deux thématiques transversales (1. Renforcement du secteur numérique et 2. Gouvernance), est alimentée par des contributions de la Belgique, Banque Européenne</p>			

	d'Investissement, Italie, France, Allemagne, Pays-Bas, Espagne, et Luxembourg, en plus de celles de l'Union européenne. Cette action contribuera aux deux axes de la TEI ainsi qu'à sa thématique transversale sur le secteur numérique.
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>	
<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)</b>	Modalités envisagées du projet : <b>Gestion indirecte</b> avec la (les) entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1.

## 1.2 Résumé de l'Action

Plus de 300 000 jeunes sénégalais(es) (500 000 estimés en 2025) arrivent chaque année sur le marché du travail, dans un contexte caractérisé par un très fort taux de jeunes femmes et hommes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (33,1 % de NEET<sup>1</sup> chez les 15-34 ans – 44% des filles et 22% des garçons). Investir dans la jeunesse, contribuer à la création d'emplois et ainsi à la stabilité du pays sont les objectifs principaux de cette action. L'objectif général de l'action sera ainsi d'améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes au Sénégal. L'impact du projet se traduira à long terme par une amélioration du taux d'emploi des jeunes femmes et hommes, dans toute leur diversité, dans le pays.

L'objectif spécifique de cette action est le développement d'une offre pérenne et inclusive d'orientation, de formation et d'insertion professionnelles de qualité et adaptée aux besoins du marché du travail, pour renforcer les opportunités liées à l'organisation des Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) à Dakar en 2026 et leur héritage.

Cette action, qui s'inscrit dans la même dynamique que l'appui budgétaire européen pour la jeunesse (Plan d'Action Annuel 2021), permettra de mettre à disposition des formations professionnelles de qualité, en adéquation avec les besoins prospectifs du marché du travail, et proposera des parcours d'insertion, dans l'entreprise ou par l'entrepreneuriat. Elle s'appuiera sur l'expertise des partenaires de la « Team Europe », forts de leurs expériences en faveur de la création d'opportunités économiques développées dans le cadre de leurs programmes de coopération bilatérale avec le Sénégal, mais aussi au travers de projets mis en œuvre dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne.

Les Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) prévus en 2026 au Sénégal, premier événement olympique jamais organisé en Afrique, créent des conditions particulières pour le déploiement de cette action, qui s'attachera notamment à faire des JOJ 2026 un cadre d'opportunités pour l'emploi décent des jeunes hommes et femmes, dans toute leur diversité. Des filières de formation professionnelle seront développées ou renforcées pour des métiers liés au sport et à la culture, et périphériques à l'organisation d'évènement tels que les JOJ, mais surtout pour des métiers répondant à un besoin structurel de l'économie sénégalaise (exemples : accueil, tourisme, transports, logistique, industries créatives et culturelles, numérique, économie alimentaire...). L'action intégrera à la fois les enjeux environnementaux, en s'intéressant aux « métiers verts », et les opportunités émanant du secteur du numérique, en intégrant le secteur du digital comme pourvoyeur d'emplois mais aussi comme outil de formation professionnelle. Elle s'inscrira dans un objectif de développement durable et inclusif, visant des effets sur l'employabilité des jeunes à long terme et au-delà des JOJ, à l'héritage desquels elle contribuera.

L'action s'inscrit directement dans l'axe 2 du Document de Stratégie Conjointe (DSC) UE-Sénégal (2021-2023) et de la réponse européenne, qui vise le « développement du capital humain », en particulier via l'amélioration de la performance du système de formation professionnelle et d'accompagnement des jeunes vers l'emploi, y compris les emplois verts : la « formation professionnelle » constitue le 2<sup>ème</sup> secteur de l'axe 2 du DSC. Ceci doit se traduire par la construction de formations en adéquation avec les besoins économiques et le renforcement des liens avec le secteur privé. L'action renforcera ainsi l'employabilité et la capacité d'insertion des jeunes sénégalais(es), dont les migrants de retour, en augmentant l'offre, ainsi qu'en améliorant l'accès et la qualité des formations disponibles, offrant de la sorte des alternatives crédibles à la migration irrégulière.

<sup>1</sup> NEET : *Not in Education, Employment, or Training*. Source : « *Situation économique et sociale du Sénégal 2019* », ANSD, janvier 2022.

L'action visera spécifiquement les ODD 4 (Accès à une éducation de qualité) et 8 (Accès à des emplois décents), et impactera également les ODD 1 (Lutte contre la pauvreté), 5 (Égalité entre les sexes), 3 (Bonne santé et bien-être), 11 (Villes et communautés durables), et 13 (Lutte contre les changements climatiques). Elle est alignée avec les orientations de l'alliance stratégique de l'Union européenne avec l'Afrique, puisqu'elle intègre certaines des dimensions structurantes de ce partenariat, également reflétées dans les domaines d'investissement prioritaires de la Stratégie Global Gateway qui se retrouvent dans cette action : l'éducation de manière évidente, mais aussi le numérique, le climat ainsi que les transports, au travers des filières de métiers visées par l'action. Celle-ci traduit par ailleurs l'engagement de l'Union européenne d'allouer 10 % des financements NDICI au secteur de l'éducation, afin d'améliorer prioritairement et rapidement l'apprentissage, les connaissances et les compétences (secteur CAD 11330 : formation professionnelle).

Parmi les partenaires au développement actifs dans le domaine de la formation et de l'insertion professionnelles, la « Team Europe » est particulièrement visible et engagée (UE, LUX, FR, DE, NE, IT), avec une capacité reconnue à déployer des dispositifs de formation innovants, en lien avec le secteur privé et les potentialités économiques des territoires, pour favoriser l'insertion. L'action capitalisera sur et/ou assurera le lien avec les actions conduites dans le secteur de la formation et de l'insertion professionnelles sur financement européen et avec les acteurs européens (projets du fonds fiduciaire d'urgence, VET ToolBox, ERASMUS+, et notamment l'action « Erasmus+ - Renforcement des capacités dans la formation professionnelle ») et viendra prolonger ou s'articuler avec les actions de la Team Europe déployées dans d'autres domaines, notamment en venant répondre à des besoins de qualification qui seraient non couverts : agropoles, transport, numérique (en lien notamment avec l'initiative D4D Hub), entrepreneuriat. Les principes intégrés dans la conception de cette action rejoignent parfaitement les motivations et enjeux de la Team Europe Initiative (TEI) envisagée au niveau régional autour du « *sector and opportunity driven VET in Africa* », et contribuent directement à la TEI nationale pour une « *Économie verte au Sénégal* », par le développement de compétences dans des secteurs par ailleurs appuyés dans le cadre de cette TEI.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Le Sénégal demeure un pôle de stabilité et continue de faire preuve d'exemplarité démocratique dans la région du Sahel, marquée par la détérioration continue de la situation sécuritaire. Cette question préoccupante constitue d'ailleurs l'une des priorités du Sénégal pour sa présidence de l'Union Africaine en 2022. Au niveau national, les violentes émeutes de mars 2021 ont mis en lumière certaines fragilités et frustrations de la société sénégalaise, notamment en ce qui concerne la jeunesse.

Au niveau économique, le Sénégal est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, dont l'économie repose principalement sur les services (60% du PIB), avec l'industrie et l'agriculture représentant 25% et 15% du PIB respectivement. Bien que le pays ait été fortement impacté par la crise Covid-19, la croissance s'est maintenue à environ 1,5 % en 2020 et à 5 % en 2021. Par ailleurs, l'environnement des affaires reste globalement assez faible (123<sup>ème</sup> sur 190 au dernier classement Doing Business 2020). En raison de la crise socio-économique provoquée par la Covid-19 un million de personnes supplémentaires seraient passées sous le seuil de pauvreté, dans un pays où près de la moitié de la population est pauvre. Ceci est l'une des raisons de la hausse des flux migratoires irréguliers fin 2020, notamment via la route Atlantique.

Le Sénégal est classé 168<sup>ème</sup> sur 189 pays selon l'Indice de Développement Humain (IDH) 2019 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), positionnant ainsi le pays dans la catégorie de développement humain faible. Le Sénégal a une valeur de l'indice d'inégalité de genre du PNUD (*Gender Inequality Index* GII) de 0,533, le classant 130 sur 162 pays dans l'indice 2019, confirmant que le Sénégal reste un pays pauvre, avec d'importantes inégalités entre les sexes.

Alors que l'économie sénégalaise commençait à se relancer, elle a été impactée d'une part par une hausse du coût de la vie qui s'est traduite par les émeutes de mars 2021, et d'autre part par la décision début 2022 de mettre le Mali sous embargo, alors que l'essentiel des denrées importées par le Mali passent par le Sénégal.

Le conflit en Ukraine génère de nouvelles incertitudes sur les prix des produits de première nécessité, alimentaires et énergétiques, ce qui pourrait accélérer l'inflation et ralentir l'activité dans les secteurs les plus exposés.

Ces crises ont également eu une incidence sur l'équilibre des comptes publics, entraînant un déficit budgétaire de 6,3 % en 2021 et portant le niveau de la dette à près de 73 % du PIB fin 2021. Avec une dette publique, y compris celle des entreprises publiques, de l'ordre de 11 200 milliards de FCFA et un service de la dette du gouvernement central absorbant plus du tiers des recettes budgétaires, les marges d'endettement supplémentaires sont limitées.

Les perspectives économiques futures sont cependant soutenues par la mise en production des gisements de pétrole et de gaz en 2023-2024 : d'après le FMI, le démarrage de la production des hydrocarbures à partir du dernier trimestre de l'année 2023 se traduira mécaniquement par une croissance économique de près de 10 % par an en moyenne sur la période 2023-24. Les retombées sur le budget de l'État seront toutefois modestes : moins de 1 % du PIB par an sur les 5 prochaines années. Il est donc crucial pour le gouvernement de poursuivre les réformes structurelles. Ainsi, la stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme vise à porter le taux de pression fiscale à 20 % du PIB à l'horizon 2024 pour permettre au gouvernement de compter davantage sur ses ressources propres pour financer son développement.

L'UE se positionne au Sénégal comme un partenaire solide et de longue date qui soutient le pays dans sa relance économique et sociale post Covid, à court terme, et dans sa réponse aux défis structurels et dans sa trajectoire vers l'émergence et comme pôle de stabilité économique et sécuritaire dans la région, à plus long terme.

L'UE, via la programmation multi-annuelle et les actions de la Team Europe, se concentre sur 4 initiatives phares dans le cadre de son partenariat avec le Sénégal. Chacune de ces initiatives comporte une dimension transformatrice, inclusive et démontre un grand potentiel en termes d'impact en faveur des populations. Ces 4 initiatives phares sont : les *investissements verts*, la *jeunesse*, la *production locale de vaccins* et la *stabilité et sécurité intérieure*. Elles contribueront à la mise en œuvre de la Stratégie *Global Gateway*, à la Team Europe Initiative (TEI) nationale « Économie Verte au Sénégal » ainsi qu'à plusieurs autres TEI régionales et continentales. Ces initiatives phares sont aussi toutes en ligne avec les priorités géopolitiques de l'UE ainsi qu'avec des priorités/ projets structurants du Sénégal.

La présente action vient en particulier contribuer à 2 de ces 4 initiatives phares :

- La *jeunesse*, qui est au centre des actions de la Team Europe au Sénégal, à travers une approche globale et intégrée, afin d'accélérer et faciliter l'accès aux opportunités économiques et sociales pour les jeunes sénégalais et de faire d'eux des acteurs actifs de l'émergence de leur pays. L'appui budgétaire européen pour la jeunesse (Plan d'Action Annuel 2021), l'action formation et insertion professionnelle des jeunes (objet du présent document d'action) qui sera mise en œuvre avec la Team Europe, ainsi que les actions de la TEI continentale « *Investing in Young Business in Africa* » (IYBA) seront clés pour la mise en œuvre de cette initiative phare.
- Les *investissements verts*, qui constituent la principale contribution à la mise en œuvre de la Stratégie *Global Gateway* au Sénégal. Ils visent (i) le renforcement de la souveraineté alimentaire, (ii) le développement de villes durables via une restructuration respectueuse de l'environnement et plus accessible du transport collectif dans le grand Dakar, la restructuration et l'assainissement de quartiers populaires et la poursuite des activités de dépollution des eaux côtières de la capitale.

La jeunesse, bénéficiaire principale de cette action, se trouve au cœur des priorités politiques de l'Union européenne et du Sénégal, une priorité réaffirmée suite aux manifestations du mois de mars 2021. Les frustrations de la jeunesse exprimées lors de ces manifestations ont en effet accéléré le déploiement par les autorités sénégalaises d'un *Programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socioéconomique des jeunes* « *Xëyu ndaw ñi* » (avril 2021), doté d'un budget de 690 MEUR sur 3 ans, et qui accorde une importance particulière au développement d'une offre de formation professionnelle adaptée, comme levier d'insertion. Le programme vise la création de plus de 91.000 emplois salariés et 353.000 auto-emplois.

Structurellement, plus de 300 000 jeunes sénégalais(es) (500 000 estimés en 2025) arrivent chaque année sur le marché du travail, dans un contexte caractérisé par un très fort taux de jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (33,1 % de NEET<sup>2</sup> - 44% des jeunes filles et 22% des jeunes garçons). Les jeunes vivant dans des situations plus précaires et marginalisées doivent affronter des difficultés supplémentaires pour accéder à l'éducation et au marché du travail.

<sup>2</sup> NEET: *Not in Education, Employment, or Training*.

Au-delà du contexte d'urgence, l'action s'aligne donc sur la stratégie du Plan Sénégal Émergent (PSE), qui porte structurellement attention à la formation du capital humain, notamment par le biais d'une formation professionnelle « orientée vers le marché de l'emploi, à travers le développement et la décentralisation des opportunités de formation, [...] et la diversification des filières ».

Cette action centrée sur le développement du capital humain tâchera d'inclure le plus largement possible un public pouvant présenter des risques de marginalisation, faute d'accès aux services de formation, par exemple du fait d'un handicap. L'action proposée est en cohérence avec le consensus européen pour le développement et contribuera à l'ODD 4 (Accès à une éducation de qualité), et l'ODD 8 (Accès à des emplois décents), et impactera également l'ODD 1 (Lutte contre la pauvreté), l'ODD3 (Bonne santé et bien-être), l'ODD 5 (Égalité entre les sexes), l'ODD11 (Villes et communautés durables) et l'ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques). Elle apportera une réponse opérationnelle au volet « formation professionnelle » de la stratégie digitale UE-Sénégal de 2021. Elle traduira, par ailleurs, l'engagement de la Commission européenne d'allouer 10 % des financements NDICI au secteur de l'éducation, afin d'améliorer prioritairement et rapidement l'apprentissage, les connaissances et les compétences. L'action s'inscrit directement dans l'axe 2 du Document de Stratégie Conjointe UE-Sénégal et de la réponse européenne, qui vise le « développement du capital humain », en particulier via l'amélioration de la performance et l'accessibilité du système de formation professionnelle et d'accompagnement des jeunes vers l'emploi (la « formation professionnelle » constitue le 2<sup>ème</sup> secteur de l'axe 2).

L'action, qui s'inscrit dans la même dynamique que l'appui budgétaire européen pour la jeunesse (Plan d'Action Annuel 2021), se consacrera à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes au Sénégal, en mettant à disposition des formations professionnelles de qualité, en adéquation avec les besoins prospectifs du marché du travail, et en proposant des parcours d'insertion, dans l'entreprise ou par l'entrepreneuriat. L'action s'appuiera sur l'expertise des partenaires de la « Team Europe », forts de leurs expériences en faveur de la création d'opportunités économiques développées dans le cadre de leurs programmes de coopération bilatérale avec le Sénégal, mais aussi au travers du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne. Les Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) prévus en 2026 au Sénégal, premier événement olympique jamais organisé en Afrique, créent des conditions particulières pour le déploiement de cette action, qui s'attachera notamment à faire des JOJ 2026 un cadre d'opportunités pour l'emploi décent des jeunes hommes et femmes, incluant notamment des jeunes en situation plus vulnérables, comme des personnes handicapées. Le Comité International Olympique (CIO) partage la vision selon laquelle « les Jeux Olympiques de la Jeunesse Dakar 2026 représentent un catalyseur pour une transformation sportive, sociale, culturelle, éducative et économique qui créera de nouveaux espoirs, de nouvelles opportunités et de la confiance pour les jeunes. » L'action s'inscrira dans cette perspective, visant un objectif de développement durable, avec des effets sur l'employabilité des jeunes à long terme et au-delà des JOJ, à l'héritage desquels elle contribuera.

## 2.2 Analyse des problèmes

### Brève analyse des problèmes :

La problématique générale à laquelle l'action entend apporter des réponses est celle du chômage et du sous-emploi des jeunes femmes et hommes au Sénégal, qui induit des conséquences socio-économiques négatives (déficit de revenu disponible pour accéder aux services de base, manque de dynamisme de l'économie locale, exclusion sociale). À cela s'ajoute un contexte spécifique, les JOJ, qui place le Sénégal devant deux défis majeurs : l'un – à court terme – concernant la réussite de l'événement lui-même, et l'autre – à moyen et long terme – concernant l'effet d'impulsion que les JOJ Dakar 2026 peuvent apporter à l'insertion des jeunes femmes et hommes, dans toute leur diversité, et à l'économie et l'emploi au Sénégal.

La population du Sénégal, évaluée à 16,7 millions d'habitants (dont 50,2% de femmes) est en effet caractérisée par sa jeunesse : l'âge médian est de 19 ans et les moins de 25 ans représentent 62% de la population totale<sup>3</sup>. Les jeunes âgés de 15 à 35 ans représentent 62,4% de la population active<sup>4</sup> ; plus de 3000 000 nouveaux demandeurs

<sup>3</sup> Source : Recensement général de la Population et de l'Habitat RGPH, ANSD, 2019.

<sup>4</sup> Source : Enquête de suivi sur la pauvreté au Sénégal, ESPS, ANSD, 2011.

d'emplois arrivent chaque année sur le marché du travail<sup>5</sup>, pour une offre formelle en emploi estimée à 30 000 par an. Le taux de chômage des femmes (35,8 %) est très supérieur à celui des hommes (13 %)<sup>6</sup>. Le taux de sous-emploi est estimé à 28%. Près de 46% des jeunes n'ont reçu aucune instruction, et 24% des jeunes ont un niveau d'instruction ne dépassant pas le cycle élémentaire. Ce faible niveau d'instruction va de pair avec le développement d'un secteur informel très important, dans lequel s'activent 49% des jeunes (ESPS, ANSD, 2011). Dans les zones rurales, ces données sont encore davantage dégradées. En outre, les jeunes handicapés rencontrent des obstacles supplémentaires pour accéder à l'éducation de base, à la formation professionnelle et/ou des difficultés d'accès à l'emploi.

L'accès au système formel de formation professionnelle et technique demeure faible. Environ 87 000 jeunes y sont formés actuellement (dont 40 000 dans les centres publics<sup>7</sup>) ; les apprenantes représentent environ 51 % de l'effectif global, avec toutefois une sous-représentation féminine dans les branches de l'enseignement traditionnellement à prédominance masculine, en particulier dans les filières techniques (Source : "Profil Pays Genre Sénégal", 2021). L'offre de formation technique et professionnelle reste peu attractive en général, insuffisamment liée aux besoins des entreprises, malgré des efforts indéniables, notamment dans le déploiement de l'approche par les compétences (APC). Les établissements de formation renforcent progressivement leur rôle de premier maillon de l'insertion professionnelle des jeunes. L'apprentissage et l'alternance école-entreprise, les partenariats avec les entreprises sont des leviers utilisés pour l'insertion.

Les jeunes, femmes et hommes, touchés par le chômage et le sous-emploi, sont par ailleurs portés par une culture très développée de la pratique sportive (pratiques régulières sur les plages, sur les campus, sur les terrains, tant en milieu urbain que rural...). Si la pratique sportive est omniprésente, les infrastructures de proximité pour pratiquer le sport dans de bonnes conditions restent, au niveau communal, insuffisantes comparées à la demande et souvent inaccessibles, et le sport et les métiers qui y sont liés demeurent peu développés et exercés de manière informelle, rarement avec des qualifications officielles. Bien qu'un répertoire des métiers connexes au domaine des sports ait été élaboré par la CONFEJES en 2007<sup>8</sup>, la connaissance des potentialités d'emploi liées à ce domaine et le développement de l'offre et des ressources de formation restent insuffisants. Aussi, en appui à la formulation de cette action et afin de pallier cette insuffisance, une "Étude sur les métiers liés aux JOJ 2026" a été récemment conduite (étude finalisée en mai 2022). Financée par l'UE et pilotée par un Comité de Suivi impliquant, outre la DUE, le Comité d'Organisation des JOJ (COJOJ), le Conseil National de la Jeunesse du Sénégal (CNJS), le Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération (MEPC), le Ministère de l'Emploi, de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion (MEFPAI), le Ministère des Sports, et associant dans les travaux l'ensemble des autres parties prenantes intéressées (établissements de formation, secteur privé, partenaires au développement, organisations de jeunesse...), l'étude a ainsi permis d'identifier les réservoirs de métiers dans les secteurs d'emplois liés aux JOJ, afin de constituer des profils de formation, notamment en perspective de l'évènement. Il en ressort que les JOJ offriront de réelles opportunités d'insertion économique et d'emploi pour les jeunes, dans de très nombreux secteurs d'activité, avant, pendant et après les Jeux.

Le Sénégal a en effet été choisi par le Comité international olympique (CIO) pour organiser les Jeux olympiques de la Jeunesse (JOJ) en 2026. Il s'agira du premier évènement olympique jamais organisé en Afrique. Les JOJ Dakar 2026 constituent donc une première et – à ce titre – concentreront sur le Sénégal les attentions du monde entier. La bonne organisation de cette manifestation nécessitera la sélection de milliers de volontaires femmes et hommes au niveau national, qui seront impliqués dans l'organisation au quotidien des Jeux. L'organisation de ces Jeux intégrera par ailleurs pleinement les objectifs du "PSE Vert" ("Plan Sénégal Émergent Vert") notamment dans son volet "Zéro Déchet".

Au-delà de l'organisation de l'évènement lui-même, le CIO, le Comité national olympique et sportif sénégalais (CNOSS) et l'État du Sénégal ont décidé de travailler sur un héritage post-JOJ, s'appuyant sur le sport et l'olympisme pour impulser une dynamique mobilisant les nombreux acteurs engagés pour le développement de la jeunesse, l'éducation et l'emploi.

S'appuyant sur la volonté affirmée de l'UE de soutenir l'emploi des jeunes, sur les résultats de la réflexion impulsée par le CNOSS quant à la capacité du sport à offrir un modèle alternatif d'opportunité d'emploi et d'inclusion sociale des jeunes et sur l'expérience développée par la Team Europe (Allemagne, France, Italie, Luxembourg et

<sup>5</sup> Source : Migration au Sénégal : profil National 2018, ANSD – OIM.

<sup>6</sup> Source : Enquête nationale sur l'emploi au Sénégal 4<sup>ème</sup> trimestre 2021, ANSD.

<sup>7</sup> Source : Rapport National sur l'Emploi, la Formation Professionnelle et Technique, l'Apprentissage et l'Insertion (2020)

<sup>8</sup> Répertoire des métiers établi par la CONFEJES.



Pays-Bas en particulier) pour l'appui à la Formation Professionnelle et Technique (FPT) et à l'insertion, l'action agira sur ces défis en accompagnant la formation des personnels et volontaires des JOJ, pour réussir la mobilisation massive de ressources humaines nécessaires à l'organisation des Jeux et en soutenant le MEFPPI dans le développement de filières de formation répondant aux besoins de compétences et de qualification identifiés, notamment dans le cadre de l'Étude sur les métiers liés aux JOJ 2026 (mai 2022).

Ces problématiques se combinent avec des inégalités de genre qui persistent dans les domaines sociaux, économique et politique, malgré l'égalité de droit garantie par la Constitution du Sénégal, et qui peuvent influencer les impacts de l'action. Au sein du ménage, l'homme reste le chef de la famille : il est le propriétaire des biens et du foncier, il détient l'autorité parentale et c'est à lui que reviennent les décisions importantes des ressources et du ménage. Il existe des disparités dans l'accès aux services sociaux de base, y compris l'éducation, qui limitent les opportunités de développement des femmes et induisent une féminisation croissante de la pauvreté.

#### **Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :**

**Le Ministère de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage et de l'Insertion (MEFPPI)** a la tutelle sur la Formation professionnelle résidentielle (les centres de formation professionnelle), l'enseignement technique (les lycées techniques), l'apprentissage rénové, la formation continue des actifs, l'insertion et l'emploi. Le MEFPPI est un ministère central pour la déclinaison opérationnelle du Programme d'urgence « *Xëyu ndaw ñi* ». Il est également impliqué dans le dialogue politique autour de l'appui budgétaire européen pour la jeunesse (Plan d'Action Annuel 2021).

**Le Comité national olympique et sportif sénégalais (CNOSS)**, représentant au Sénégal du Comité international olympique (CIO), a constitué un **Comité d'organisation des Jeux Olympiques de la Jeunesse (COJOJ)**, au sein duquel sont également impliqués les Villes de Dakar, Diamniadio et Saly (où se dérouleront les compétitions sportives) et le Gouvernement du Sénégal à travers le Ministère des Sports. Le COJOJ est chargé de coordonner la préparation et l'organisation de l'événement. Il est en interaction directe avec le CIO et les autres partenaires nationaux et internationaux. Le projet est conçu et sera conduit en constante interaction avec le COJOJ.

**Le Ministère des Sports** est chargé de promouvoir l'éducation physique et la pratique populaire des sports. Il veille à la répartition des infrastructures sportives sur le territoire. Il a également la charge des établissements spécialisés dans l'enseignement du sport et de la formation des enseignants d'éducation physique, et assure la promotion de la pratique sportive dans les établissements scolaires et universitaires. A ces divers titres, le Ministère des Sports sera étroitement associé à la coordination de l'action, pour veiller à la cohérence des appuis en infrastructures et équipements, du développement de la pratique sportive et de la qualification professionnelle avec les orientations nationales.

**Le Ministère de la Jeunesse** : la nature même des JOJ Dakar 2026 fait de ce département un acteur important, ayant comme attributions la promotion sociale et économique des jeunes et de leurs groupements. Le Ministère de la Jeunesse sera mobilisé notamment pour appuyer l'identification des outils disponibles pour l'insertion des jeunes.

**Le Ministère du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions (MTDSRI)** a une mission de conception, de préparation de la législation du travail et de contrôle de son application. Le MTDSRI veille à la qualité des relations professionnelles entre les salariés et les employeurs dans la double perspective de protection du travailleur et de promotion de la compétitivité de l'économie. Le Ministère joue un rôle important en ce qui concerne la consolidation de la contractualisation et de la formalisation de l'offre de travail.

Deux organismes autonomes rattachés au MEFPPI interviendront dans la mise en œuvre du projet : le **Fonds de Financement de la Formation technique et professionnelle (3FPT)**, qui a pour mission d'assurer le financement de la formation professionnelle et technique en finançant notamment les actions de formation initiale ainsi que les actions de formation continue des personnes au sein des entreprises, des demandeurs d'emploi et des porteurs de projets d'insertion et l'**Office national de Formation professionnelle (ONFP)**, établissement public visant le renforcement de la qualification des travailleurs et des demandeurs d'emploi, mobilisé pour des études de filières et la conception de formations qualifiantes.

**Les établissements de formation professionnelle**<sup>9</sup> seront impliqués dans le projet, à la fois comme bénéficiaires (recevant des infrastructures ou des nouvelles filières de formation) et comme acteurs (pourvoyeurs de formation et accompagnateurs de l'insertion<sup>10</sup>).

**Les associations sportives et culturelles (ASC)**<sup>11</sup> : elles constituent le mouvement associatif de jeunesse le plus représentatif au Sénégal. Le projet pourra par exemple s'appuyer sur ces organisations communautaires de base pour atteindre le cœur de cible de ses différentes composantes.

**Le Conseil National de la Jeunesse du Sénégal (CNJS)** est une plateforme qui regroupe les organisations nationales de jeunes. Pour garantir cette représentativité, le CNJS a mis en place des conseils de jeunesse dans tous les départements et communes du Sénégal. Parmi ses nombreuses missions, la plateforme participe notamment à la formation civique, technique et professionnelle des jeunes, à impulser et coordonner la participation de la jeunesse à des actions de développement communautaire, d'intérêt national ou local, à promouvoir entre les jeunes du Sénégal, de l'Afrique et du monde, des sentiments de fraternité et de compréhension mutuelle, et à préparer, de concert avec l'État et l'ensemble des partenaires, la participation de la jeunesse sénégalaise aux rencontres nationale et internationale. En outre, la jeunesse pourra être associée à travers d'autres organisations représentatives structurées (Consortium Jeunesse Sénégal par exemple) ou initiatives œuvrant pour la création d'opportunités pour la jeunesse, en particulier la plus vulnérable ou marginalisée.

**Le secteur privé** : de nombreux opérateurs économiques (grandes enseignes de distribution, fournisseurs d'articles de sport, artisans, hôteliers et restaurateurs, sociétés de service...) pourront tirer parti des opportunités économiques générées par les JOJ Dakar 2026. Cela nécessitera un renforcement préalable de leurs ressources humaines (recrutements et formations), ce qui créera des possibilités de collaboration avec le projet. Le développement des filières de formation dans le cadre de l'Action se fera en lien étroit avec le secteur privé : entreprises demandeuses de jeunes qualifiés, organisations patronales, organisations des branches professionnelles et chambres consulaires, mais aussi possible implication de centres de formation privés, outre les centres de formation publics.

**Les collectivités territoriales** constituent des démembrements de l'État visant à "organiser le Sénégal en territoires viables et porteurs de développement durable et inclusif". Elles sont chargées du développement économique, social et environnemental de leur territoire, également à travers, par exemple, les **Agences Régionales de Développement (ARD)**, qui sont un instrument public décentralisé, émanation directe des collectivités territoriales, au service du développement social et économique local, notamment dans le domaine de l'insertion professionnelle des jeunes. La FPT est une des compétences transférées aux Conseils Départementaux (planification) et aux Communes (mise en œuvre). L'action favorisera leur implication dans l'insertion des jeunes et le développement des chaînes de valeur.

Le groupe cible prioritaire du projet est constitué des jeunes femmes et hommes âgés de 15 à 35 ans, issus de toutes les régions du Sénégal, en formation ou en recherche d'insertion professionnelle. Il s'agira plus spécifiquement :

- de jeunes faisant partie des volontaires sélectionnés dans le cadre de l'organisation des JOJ Dakar 2026, qui seront accompagnés dans un parcours conduisant à leur insertion professionnelle ;
- de jeunes, apprenant (e)s et apprenti(e)s de la FPT ;
- de jeunes en réflexion sur leur orientation et leur insertion professionnelle, qui recevront des informations pertinentes sur les opportunités offertes par les métiers de la FPT.

D'autres groupes seront ciblés, par exemple : les communautés dont les jeunes sont issus, qui bénéficieront d'informations sur les opportunités d'insertion, et les personnels, formateurs et maîtres d'apprentissage de la FPT, appuyés à développer des nouvelles filières de formation.

<sup>9</sup> Actuellement au Sénégal 424 établissements de formation professionnelle, dont 12 lycées techniques, 110 centres de formation publics et 302 centres de formation privés dispensant des formations diplômantes ou certifiantes.

<sup>10</sup> Notamment à travers leur CAI (Cellule d'Appui à l'Insertion).

<sup>11</sup> Apparues au Sénégal dès les années 1920 par la mobilisation spontanée des jeunes pour des rencontres de football, les *navetane* (du wolof *navet* : hivernage. Littéralement : "pratique exercée pendant l'hivernage") sont à l'origine des ASC.

## 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est une amélioration du taux d'emploi des jeunes femmes et hommes dans le pays.

L'objectif spécifique (résultat) de cette action est le développement d'une offre pérenne d'orientation, de formation et d'insertion professionnelles de qualité et adaptée aux opportunités du marché du travail, pour renforcer les opportunités liées aux JOJ 2026 et leur héritage.

Pour atteindre cet objectif, les activités de l'action s'articuleront avec certaines déclinaisons de l'initiative phare « investissements verts », porteuses de création d'emplois, mais aussi de manière centrale avec les JOJ prévus en 2026 au Sénégal, et qui se présentent comme un vaste cadre d'opportunités pour l'emploi décent et les initiatives économiques des jeunes hommes et femmes, dans toute leur diversité.

Les produits de cette action contribuant à l'objectif spécifique correspondant sont les suivants :

1. Les opportunités de formation professionnelle et d'emploi sont mieux communiquées à la jeunesse, notamment en matière de genre.
2. L'offre de formation de qualité et inclusive est renforcée et élargie, notamment pour des métiers liés aux JOJ 2026, en partenariat avec les acteurs économiques concernés.
3. L'accès des jeunes à un travail décent, y compris grâce à l'entrepreneuriat, est renforcé par le biais d'un continuum de services (communication, orientation, formation, insertion) déployés de manière intégrée pour la jeunesse.
4. Les valeurs de l'olympisme et de l'innovation sont intégrées dans les dispositifs de formation-insertion.

### 3.2 Activités indicatives

- 1. Activités liées au produit 1 : les opportunités de formation professionnelle et d'emploi sont mieux communiquées à la jeunesse**
  - 1.1. Élaboration et déploiement, avec les services dédiés et autres parties prenantes du secteur, d'un plan de revalorisation de l'image de la formation professionnelle et des métiers porteurs. Ce plan intégrera des leviers pour faire évoluer les problématiques d'inclusivité liées au genre et au handicap.
  - 1.2. Actions de communication spécifiques autour du sport, des valeurs de l'olympisme et de la dynamique des JOJ afin de renforcer l'attractivité de la formation professionnelle et technique (FPT).
- 2. Activités liées au produit 2 : l'offre de formation de qualité est renforcée et élargie, notamment pour des métiers liés aux JOJ 2026, en partenariat avec les acteurs économiques concernés**
  - 2.1. Création d'un écosystème d'acteurs favorisant un dialogue public-privé autour de la formation professionnelle et de l'apprentissage et adaptation des dispositifs de financement de la FPT, pour répondre aux enjeux de qualification, notamment dans les secteurs de la mobilité urbaine et des industries créatives et culturelles (ICC).
  - 2.2. Élaboration ou révision des programmes de formations sous des formes diversifiées (formations certifiantes, qualifiantes, titres de branches...) sur des métiers liés aux JOJ 2026, en partenariat avec les acteurs du secteur privé.
  - 2.3. Mise en place de dispositifs innovants et accessibles de formation (plateformes de formation à distance, unités mobiles, dispositifs itinérants de formation...) en particulier sur les métiers liés aux JOJ 2026.
  - 2.4. Renforcement des dispositifs de formation impliquant le secteur privé (exemple : formations duales) dans les métiers identifiés, et facilitant un placement initial en milieu professionnel (apprentissage).
  - 2.5. Renforcement des établissements en outils de pilotage de leurs offres de formations et appui à la mise à niveau des locaux et équipements pédagogiques des établissements ciblés, en rapport avec les formations prioritaires.
  - 2.6. Réalisation d'installations sportives dans les structures de formation et intégration de modules liés à la maintenance des infrastructures sportives.
  - 2.7. Promotion de la pratique sportive comme support de pédagogie et d'inclusion dans les structures de formation.
  - 2.8. Intégration des questions d'environnement et de climat et de genre aux formations.

2.9. Intégration des potentialités du numérique comme support de formation, comme compétence transversale et comme débouché : dispositifs de formation en ligne, appui à des centres de formation professionnelle pour l'intégration des compétences numériques dans les formations (comme compétence transversale), et formation de techniciens du numérique.

**3. Activités liées au produit 3 : l'accès des jeunes à un travail décent, y compris grâce à l'entrepreneuriat, est renforcé par le biais d'un continuum de services (communication, orientation, formation, insertion) déployés de manière intégrée pour la jeunesse**

3.1. Appui aux dispositifs d'orientation et d'appui à l'insertion, y compris pour les jeunes handicapés.

3.2. Intégration de modules liés à l'entrepreneuriat dans les curricula et mise en place de dispositifs de coaching et d'incubation.

3.3. Accompagnement de jeunes dans des parcours d'insertion dans les métiers liés aux JOJ 2026, notamment des jeunes volontaires impliqués dans l'organisation des Jeux.

3.4. Appui au développement de l'emploi dans les petites et moyennes entreprises (PME), notamment par le renforcement de leur intégration aux agropoles.

3.5. Mise en place de mécanismes de mise en relation entre l'offre et la demande d'emploi.

3.6. Déploiement auprès des PME d'un système d'incitation à l'insertion professionnelle des jeunes.

**4. Activités liées au produit 4 : les valeurs de l'olympisme et de l'innovation sont intégrées dans les dispositifs de formation-insertion**

4.1. Organisation de concours sur l'innovation et la créativité dans les métiers liés aux JOJ 2026.

4.2. Intégration de l'approche novatrice « sport pour le développement » (utilisation du sport comme vecteur d'employabilité) dans l'Action.

4.3. Déploiement d'activités liées à la promotion du civisme et de la citoyenneté chez les jeunes, en s'appuyant notamment sur les valeurs olympiques et paralympiques.

La contribution de l'UE à l'Initiative Équipe Europe (IEE/TEI) prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

La contribution de l'UE à cette Action, complétée par un cofinancement substantiel des Pays-Bas, est renforcée par d'autres contributions des partenaires de la Team Europe, alignés avec les objectifs et le cadre de l'Action ici présentée : un cofinancement du Luxembourg viendra compléter et renforcer, avec l'implication de LuxDev, les résultats et impacts de l'Action ; l'Allemagne (GIZ) s'attache à renforcer la dynamique partenariale entre acteurs publics et privés dans le cadre du projet d'appui à la réforme de la formation professionnelle au Sénégal (RéFoP) ; la France (AFD) s'engage plus largement dans la mise à niveau de la formation dédiée au secteur du transport dans le cadre d'un projet de mise en réseau de centres de formation-innovation sur les métiers de la mobilité (RECFIM) ; tandis que l'Italie (AICS) s'attache à la création d'emplois dans le cadre des agropoles en promouvant notamment les investissements dans l'agro-industrie et la structuration des chaînes de valeur.

### 3.3 Intégration des questions transversales

**Protection de l'environnement et changement climatique**

**Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet) :

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

**Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques** (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet) :

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

L'Action s'attachera à intégrer les enjeux environnementaux, suivant, notamment, les sous-objectifs en lien avec les ODD principalement poursuivis par l'Action :

ODD 4 / Accès à une éducation de qualité :

4.7. D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits humains, de l'égalité des sexes, de l'inclusion, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable

ODD 8 / Accès à des emplois décents :

8.4: Améliorer progressivement, jusqu'en 2030, l'efficacité de l'utilisation des ressources mondiales du point de vue de la consommation comme de la production et s'attacher à ce que la croissance économique n'entraîne plus la dégradation de l'environnement

8.9: D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable et inclusif qui crée des emplois et mette en valeur la culture et les produits locaux

=> Les enjeux environnementaux seront ainsi pris en compte de manière transversale dans chacun des produits de l'action, afin d'assurer un maximum d'impact au travers des activités. Pour exemples : développement de filières de formation « métiers verts », intégration de critères environnementaux dans le processus d'équipement des établissements de formation, promotion des « emplois verts ». La volonté d'organiser des JOJ « zéro déchets » fera par ailleurs partie des messages clés des Jeux de Dakar. Le respect de l'environnement permettra de mettre l'accent sur l'orientation « Dakar ville propre » et sur la gestion des déchets sur l'espace côtier de Diamniadio – Saly où se dérouleront une partie des épreuves. Dans cette démarche, la sensibilisation à la gestion, la réduction et la réutilisation des déchets (notamment déchets plastiques) ainsi que la formation à la démarche « zéro déchet » dans l'organisation d'événements ou la gestion quotidienne d'infrastructures, seront au cœur de l'intervention.

---

**Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1 (objectif significatif).

L'action s'aligne sur la Stratégie pour l'équité et l'égalité de Genre 2016 – 2026 du Sénégal, ainsi que sur la Stratégie Nationale pour l'Autonomisation Économique des Femmes (SNAEF 2021-2025). La SNAEF vise en effet à améliorer la participation des femmes à l'économie en tant qu'entrepreneures et salariées, en éliminant les obstacles structurels que les femmes et les filles rencontrent dans leur participation aux différents secteurs de l'économie.

L'action contribuera au Plan d'Action Genre III (GAP III) de l'Union européenne<sup>12</sup>, et plus spécifiquement au domaine d'engagement visant à « renforcer les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes », en particulier via la promotion de « l'égalité entre les hommes et les femmes dans le domaine de l'éducation » et d'une « autonomie économique accrue » pour les femmes.

En particulier, l'action contribuera à l'atteinte de ces objectifs grâce au soutien qui sera apporté en faveur de l'accès des femmes et filles sénégalaises à l'enseignement technique et professionnel ainsi qu'à l'insertion professionnelle, dans un contexte d'ensemble où les stéréotypes genrés sont fortement ancrés (source : « Profil Pays Genre Sénégal » - 2021). Les acteurs de la Team Europe impliqués dans cette action, et, au-delà, dans le secteur de la formation professionnelle et technique, visent à développer une offre de formation répondant plus précisément aux besoins du tissu économique en tenant compte des disparités existantes dans l'accès à l'éducation, qui limitent les opportunités de développement des femmes et induisent une féminisation croissante de la pauvreté. La recherche de l'égalité entre les femmes et les hommes constituera donc un enjeu important de l'action : égalité d'accès aux formations, lutte contre les stéréotypes basés sur le genre et vigilance sur l'équilibre femmes/hommes dans les métiers ciblés, prise en compte des besoins différenciés entre hommes et femmes et des besoins d'accessibilité dans les installations et activités, notamment sportives.

Le sport est en particulier une plateforme puissante pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles, y compris handicapées. La protection des droits humains et l'égalité des sexes sont des principes fondamentaux de la Charte olympique.

---

<sup>12</sup> Le Plan d'Action Genre III (GAP III) de l'Union européenne a été adopté par 24 États Membres à travers des Conclusions de la Présidence du Conseil européen du 16 décembre 2020 (13947/20).

---

**Droits de l'homme**

Les questions des droits humains sont importantes quant à la bonne réalisation de l'action.

Le droit au travail décent et le droit des personnes avec un handicap revêtent une importance particulière dans cette action.

Les questions des droits humains auront également leur importance grâce au lien qui sera fait avec les valeurs portées par le mouvement olympique. L'engagement du mouvement olympique à protéger les droits humains est en effet codifié dans la Charte olympique qui renferme les principes fondamentaux de l'Olympisme et garantit des droits égaux pour tous et toutes les participants et les personnels ainsi que les autres personnes impliquées. Le sport peut être une force pour l'égalité et la diversité ayant une influence énorme dans la lutte pour l'égalité raciale et de genre.

L'action assurera la mise en œuvre des cinq principes opérationnels de l'approche basée sur les droits humains (ABDH): appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous ; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel ; non-discrimination et égalité ; obligation de redevabilité et État de droit pour toutes et tous ; transparence et accès à des informations étayées par des données ventilées.

---

**Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1.

Cela implique que l'Action veillera à promouvoir une approche inclusive, en encourageant la formation et l'insertion professionnelle ainsi que la pratique des sports, pour des jeunes vivant avec un handicap, dans les Centres de Formation Professionnelle et Technique ou les centres d'accueil, de promotion et de réinsertion sociale.

---

**Démocratie**

Sans objet

---

**Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

Sans objet

---

**Réduction des risques de catastrophes**

Sans objet

---

**Autres considérations, le cas échéant**

Jeunesse : la jeunesse sera au cœur de l'action, non seulement en tant que bénéficiaires, mais aussi associée à travers les organisations représentatives structurées - notamment dans le cadre du dialogue en cours de construction avec l'Union européenne (Consortium Jeunesse Sénégal par exemple) ou d'autres initiatives à l'œuvre pour offrir aux jeunes des opportunités de création d'entreprises ou de formations professionnelles.

### 3.4 Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
1. Environnement externe	Annulation des JOJ, pour des raisons sécuritaires (menace terroriste, tensions sociales ou politiques), sanitaires (pandémie) ou de contraintes d'organisation, voire dégradation trop importante de la qualité de l'air	Moyenne	Faible	Recentrage de l'action le cas échéant, qui resterait pertinente pour l'accompagnement à l'insertion socio-professionnelle de jeunes dans des filières porteuses, liées au sport, à l'accueil, au tourisme, aux transports, aux industries créatives et culturelles, à l'environnement...  <i>NB : la pandémie COVID-19 a conduit à un report des JOJ Dakar 2022 en 2026</i>
	Dégradation (ou stagnation) des opportunités d'emploi, en raison d'un contexte interne (stabilité, sécurité) et/ou macro-économique défavorables	Moyenne	Élevé	Réorientation de l'action vers des métiers utiles à la production de ressources favorisant la résilience des ménages (production et transformation alimentaires, métiers visant des besoins primaires...).
2. Planification, processus et systems	Risque associé à la mauvaise coordination des nombreuses parties prenantes autour du projet (COJOJ, Ministères, institutions nationales, Team Europe)	Moyenne	Moyenne	La Team Europe maintient un effort important pour une approche européenne coordonnée.  Trois points focaux ont été désignés au sein du ministère en charge de la formation professionnelle (MEFPAI) dans le cadre de la formulation de cette Action.  Les organes de pilotage et de suivi du projet réuniront régulièrement les acteurs impliqués.
	Dispositif de sélection des volontaires des JOJ non-fonctionnel ou retardé	Faible	Moyen	Collaboration étroite avec le COJOJ et pré-identification de bénéficiaires de l'action en région sans attendre la sélection définitive des volontaires.
	Efficacité insuffisante des dispositifs d'insertion effective des jeunes accompagnés, au-delà de la seule formation	Moyen	Haute	L'action intégrera des dispositifs favorisant l'insertion (ex : <i>soft skills</i> , dispositifs incitatifs pour les entreprises).  Un accompagnement personnalisé doit permettre d'améliorer les perspectives d'insertion socio-professionnelle des jeunes, dans leur diversité.  L'appui budgétaire européen pour la jeunesse met l'accent sur l'importance des résultats en matière d'insertion, avec un indicateur ciblant une mesure fiable du taux d'insertion professionnelle des jeunes sortant de la

				formation professionnelle et technique, et une cible de 55 % (horizon 2024).
	Focalisation sur le périmètre des JOJ trop éloignée des réalités des besoins du marché du travail	Faible	Faible	Le pilotage et le suivi de l'action veilleront à la pertinence des orientations et hypothèses.  Le périmètre large des métiers envisagés et la notion d'héritage doivent permettre de délivrer en adéquation avec les besoins du marché.
3. Personnes et organisation	Négligence des aspects relatifs à la question du genre dans la mise en œuvre de l'action et/ou non prise en compte de certaines personnes vivant en situation de vulnérabilité et qui n'auront donc pas la possibilité d'être volontaires.	Faible	Moyen	Sensibilisation des acteurs de la communication/information/orientation professionnelle aux questions d'inclusivité.  La Cellule Genre et Équité du MEFPPI contribuera également à renforcer cette dimension de l'action.  Collaboration avec des organisations de femmes, de personnes handicapées.
	Trop faible collaboration entre les acteurs publics et le secteur privé : évolution de la volonté politique du MEFPPI à responsabiliser le secteur privé dans la FPT et/ou faible mobilisation du secteur privé	Haute	Haute	Le développement des filières de formation est envisagé en lien étroit avec le secteur privé : entreprises demandeuses de jeunes qualifiés, mais aussi possible implication de centres de formation privés.  L'étude sur les métiers liés aux JOJ 2026 a porté une attention particulière à l'identification des besoins du secteur privé, pour le développement de formations adaptées au marché du travail.  Les approches favorisant une réelle coopération avec le secteur privé seront renforcées : formations duales, apprentissage, implication du secteur privé dans la gouvernance des établissements de formation.  L'appui budgétaire européen pour la jeunesse intègre un indicateur ciblant un accroissement du nombre d'établissements publics de formation professionnelle intégrant des modalités de gestion partenariale public-privé.
4. Aspects légaux et réglementaires	Difficultés à formaliser les emplois	Haute	Moyen	En complément des actions de formation-insertion et pour soutenir la création d'emplois décents, l'action agira également sur le développement d'activités économiques (entrepreneuriat) et de filières (formalisation) ainsi que sur la simplification des processus de création d'emplois.
5. Information et communication	Mauvaise image de la Formation Professionnelle et Technique (FPT) auprès des jeunes et des prescripteurs	Moyen	Haute	Un travail de valorisation de l'image de la FPT comme véritable opportunité d'orientation des jeunes vers les métiers porteurs sera mené.



	Déficit d'engouement des établissements de formation et des apprenants pour les activités dans les régions éloignées des JOJ Dakar 2026	Faible	Moyen	Anticipation par une communication dynamique, précoce, sur les JOJ, en lien avec les collectivités territoriales et le COJOJ.
--	---	--------	-------	---

### Enseignements tirés :

L'action décrite dans le présent document est construite en intégrant les pratiques capitalisées des actions passées ou en cours des différentes parties prenantes et un recueil d'expérience par le COJOJ sur les éditions précédentes des JOJ. Elle tient donc compte des leçons apprises, dans ses différentes composantes.

- L'action privilégie une approche intégrée visant l'ensemble du continuum communication-orientation-formation-insertion : des mesures isolées ou limitées à certaines dimensions de ce continuum se sont avérées moins fructueuses, en particulier en termes d'insertion. Il s'agit donc de considérer les parcours d'insertion dès le début du développement des offres de formation puis d'accompagner les jeunes vers l'insertion, tout au long de leur formation. Les agences des États membres impliquées dans l'action ont développé des partenariats forts avec les différents acteurs sénégalais positionnés sur les différents maillons du continuum.
- L'image de la Formation Professionnelle et Technique (FPT) auprès des jeunes sénégalais et de leurs familles reste à améliorer afin d'augmenter l'attractivité de l'offre de FPT par rapport à d'autres parcours d'éducation et d'emploi. L'action intègre ainsi des activités de communication et d'orientation, et les collaborations existantes entre les agences européennes et les services sénégalais d'orientation scolaire et professionnelle permettent notamment de structurer adéquatement ces activités.
- Depuis quelques années, le gouvernement et ses partenaires au développement testent différentes modalités pour une grande implication du secteur privé dans le pilotage, le développement et la mise en œuvre de l'offre de FPT, dans le but d'assurer une meilleure orientation des formations vers les besoins du marché du travail. L'action consolide cette approche, notamment à travers la création d'écosystèmes d'acteurs favorisant un dialogue public-privé concernant les métiers soutenus, le renforcement des relations entre les établissements de FPT et le secteur privé local, et le déploiement de formations impliquant le secteur privé, telles que les formations duales.
- Ciblage des bénéficiaires : d'après l'expérience des JOJ antérieurs, il apparaît qu'une partie importante des personnels et volontaires mobilisés pour l'évènement sont sélectionnés sur la base de qualifications satisfaisantes pour la tâche qui leur est confiée et n'ont donc pas besoin d'un appui spécifique pour leur insertion. La partie de l'action dédiée à l'insertion des jeunes volontaires se concentrera donc sur les personnels et volontaires les plus éloignés de l'emploi.
- L'action, qui vise directement le développement d'une offre d'orientation, de formation et d'insertion professionnelles pour les jeunes, est complétée par des actions bilatérales d'États membres comme l'Allemagne, la France et le Luxembourg, qui appuient le MEFPAL et les autres acteurs du secteur dans le sens du renforcement de la cohérence et de l'efficacité de la gouvernance de la FPT. L'UE et les États membres accompagnent le développement systémique de la FPT également à travers le dialogue politique, notamment dans le cadre de l'appui budgétaire européen pour la jeunesse.

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est ainsi structurée :

L'action vise **une amélioration des conditions de vie des jeunes femmes et hommes, dans toute leur diversité, au Sénégal, par leur accès à un emploi durable et décent** : elle a pour objectif central l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, dans leur diversité, par le renforcement de leur employabilité, dans le cadre de l'initiative phare « jeunesse » soutenue par la Team Europe au Sénégal.

Elle est également articulée avec certaines déclinaisons de l'initiative phare « investissements verts » de la Team Europe et participe à l'atteinte des objectifs de la TEI « Économie verte au Sénégal », porteuse de création d'emplois, ainsi qu'avec les JOJ de 2026 organisés au Sénégal, qui se présentent comme un vaste cadre d'opportunités pour l'emploi décent et les initiatives économiques des jeunes hommes et femmes.

Pour produire l'impact attendu, les parties prenantes déploieront une combinaison d'activités qui influencent le continuum information – orientation – formation – insertion – emploi, et mèneront à **l'atteinte de 4 produits** :

1. Les opportunités de formation professionnelle et d'emploi sont mieux communiquées à la jeunesse, notamment en matière de genre.
2. L'offre de formation de qualité et inclusive est renforcée et élargie, notamment pour des métiers liés aux JOJ 2026, en partenariat avec les acteurs économiques concernés.
3. L'accès des jeunes à un travail décent, y compris grâce à l'entrepreneuriat, est renforcé par le biais d'un continuum de services (communication, orientation, formation, insertion) déployés de manière intégrée pour la jeunesse.
4. Les valeurs de l'olympisme et de l'innovation sont intégrées dans les dispositifs de formation-insertion.

Si ces produits sont effectivement atteints, l'action pourra avoir l'impact recherché, **à condition que les hypothèses suivantes soient confirmées** :

- Les métiers liés aux JOJ sont effectivement porteurs d'emploi ;
- Revaloriser l'image de la FPT facilite l'orientation des jeunes, et notamment des jeunes filles et des jeunes handicapés, vers les formations dans les métiers porteurs ;
- La coalition d'acteurs publics et privés et la société civile impliquées dans la mise niveau et l'élargissement de l'offre de formation est solide et engagée ;
- Dans un contexte difficile d'accès à l'emploi, un accompagnement personnalisé permet d'améliorer les perspectives d'insertion socio-professionnelle des jeunes, et notamment des jeunes femmes ou en situation de handicap ;
- Renforcer la pratique sportive apporte des effets bénéfiques sur la santé, sur les compétences et les savoir-être des jeunes, utiles pour développer leurs capacités d'insertion.

Si ces hypothèses sont confirmées, alors l'action atteindra son objectif de développer une offre pérenne d'orientation, de formation et d'insertion professionnelles de qualité et adaptée aux opportunités du marché du travail, en profitant de l'effet d'entraînement des JOJ 2026, à la fois avant, pendant et après l'évènement, un évènement qui ambitionne de laisser un héritage durable en matière d'employabilité des jeunes.

L'action conduira ainsi effectivement à **l'objectif global d'améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes femmes et hommes**.

### 3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaine de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs (@) (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
<b>Impact</b>	Améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes	1. Taux de chômage (ventilé par sexe et par catégorie d'âge et handicap)  2. Taux de jeunes NEET (15-34 ans), ventilé par sexe, âge et handicap	1.24,1 % (2021)  2. 33,1 % (2022)	1. A définir  2. A définir	1. ANSD  2. ANSD	<i>Non applicable</i>
<b>Effet direct 1</b>	1. Une offre pérenne et inclusive d'orientation, de formation et d'insertion professionnelles de qualité et adaptée aux opportunités du marché du travail, pour renforcer les opportunités liées aux JOJ 2026 et leur héritage, est développée	1.1. Taux d'insertion professionnelle (ventilé par sexe, âge et handicap) des sortants de la formation professionnelle, après 12 mois  1.2. Mesure du niveau d'utilisation des dispositifs d'information sur le marché de l'emploi (virtuels et pôles emplois départementaux)	1.1. 36 ,6 % (2020)  1.2. A définir	1.1. 55 % (2024)  1.2. A définir	1.1 Données du MEFPAL / Enquête sur l'insertion des apprenants sortis des EFPT  1.2 Données MEFPAL	Les métiers liés aux JOJ sont porteurs d'emploi
<b>Produit 1 lié à l'effet direct 1</b>	1.1 Les opportunités de formation professionnelle et d'emploi sont mieux communiquées à la jeunesse, notamment en matière de genre.	1.1.1. Taux de transition du cycle fondamental vers la FPT  1.1.2. Nombre de personnes touchées par les activités de communication de l'Action  1.1.3. Évolution de l'influence des stéréotypes de genre dans les choix de filières opérés par les jeunes femmes et hommes.	1.1.1. 10% (2020)  1.1.2 0 (2022)  1.1.3 A définir	1.1.1. 20 % (2026)  1.1.2 A définir  1.1.3. A définir	1.1.1. Données MEFPAL  1.1.2. Rapports de mise en œuvre du projet  1.1.3. Enquête auprès des établissements de formation	Revaloriser l'image de la FPT facilite l'orientation des jeunes vers les formations dans les métiers porteurs

<b>Produit 2</b>  <b>lié à l'effet direct 1</b>	1.2 L'offre de formation de qualité et inclusive est renforcée et élargie, notamment pour des métiers liés aux JOJ 2026, en partenariat avec les acteurs économiques concernés.	1.2.1. Nombre de mécanismes et de modalités de formation partenariaux entre acteurs publics et privés institués avec le soutien de l'Action, dans le domaine de la formation professionnelle	1.2.1 0 (2022)	1.2.1 A définir	1.2.1 Rapports de mise en œuvre du projet	La coalition d'acteurs publics et privés impliqués est solide et engagée
		1.2.2. Nombre d'établissements de formation professionnelle et technique mis à niveau avec le soutien de l'Action – dont dans les domaines (i) du numérique, et (ii) liés à l'environnement/climat	1.2.2. 0 (2022)	1.2.2 A définir	1.2.2. Rapports de mise en œuvre du projet	
		1.2.3. Nombre de personnes (ventilé par sexe, âge et handicap) ayant bénéficié de formation professionnelle et de développement des compétences numériques, ventilé par type de compétences (compétences transversales ou spécialisées) (EURF) **	1.2.3. 0 (2022)	1.2.3 A définir	1.2.3. Rapports de mise en œuvre du projet	
		1.2.4. Nombre de référentiels de formation élaborés ou complétés avec le soutien de l'Action (dont « métiers verts »)	1.2.4. 0 (2022)	1.2.4. A définir	1.2.4. Rapports de mise en œuvre du projet	
		1.2.5. Nombre de personnes (ventilé par sexe, âge et handicap) ayant bénéficié de formation professionnelle et de développement des compétences dans des centres de formation ou sur leur lieu de travail, dans le cadre de l'Action (EURF) **	1.2.5. 0 (2022)	1.2.5. A définir	1.2.5. Rapports de mise en œuvre du projet	

<b>Produit 3</b>  <b>lié à l'effet direct 1</b>	1.3 L'accès des jeunes à un travail décent, y compris grâce à l'entrepreneuriat, est renforcé par le biais d'un continuum de services (communication, orientation, formation, insertion) déployés de manière intégrée pour la jeunesse.	1.3.1. Nombre de personnes insérées professionnellement grâce à l'Action (ventilé par sexe, âge et handicap)	1.3.1. 0 (2022)	1.3.1 A définir	1.3.1. Rapports de mise en œuvre du projet	Dans un contexte difficile d'accès à l'emploi, un accompagnement personnalisé permet d'améliorer les perspectives d'insertion socio-professionnelle des jeunes
		1.3.2. Nombre de volontaires enrôlés pour les JOJ 2026 et accompagnés par l'Action dans leur parcours de formation-insertion, ventilé par sexe, âge et handicap	1.3.2. 0 (2022)	1.3.2. A définir	1.3.2. Rapports de mise en œuvre du projet	
		1.3.3. Nombre de personnes ayant bénéficié d'un renforcement de compétences entrepreneuriales dans le cadre de l'Action, ventilé par sexe, âge et handicap	1.3.3 0 (2022)	1.3.3 A définir	1.3.3. Rapports de mise en œuvre du projet	
		1.3.3. Nombre d'emplois, y compris emplois verts, directs et décents créés ou maintenus, désagrégué par âge et par sexe, avec le soutien de l'Action **	1.3.4. 0 (2022)	1.3.4. A définir	1.3.4. Rapports de mise en œuvre du projet	

<b>Produit 4</b>  <b>lié à l'effet direct 1</b>	1.4 Les valeurs de l'olympisme et de l'innovation sont intégrées dans les dispositifs de formation-insertion.	1.4.1. Nombre d'établissements de FPT ayant bénéficié, avec le soutien de l'action, de la construction ou de la rénovation d'une infrastructure sportive inclusive (adaptée aux besoins spécifiques des femmes et des personnes avec un handicap), ou de matériel et de fournitures de sport	1.4.1 0 (2022)	1.4.1 A définir	1.4.1 Rapports de mise en œuvre du projet	Renforcer la pratique sportive apporte des effets bénéfiques sur la santé, sur les compétences et les savoir-être des jeunes, utiles pour développer leurs capacités d'insertion
		1.4.2. Nombre de femmes et hommes bénéficiant des infrastructures et équipements sportifs fournis avec le soutien de l'Action (% des femmes et hommes avec un handicap)	1.4.2 0 (2022)	1.4.2 A définir	1.4.2 Rapports de mise en œuvre du projet	
		1.4.3. Nombre d'établissements ou de dispositifs d'appui à l'insertion utilisant le sport comme vecteur de développement social et professionnel	1.4.3 0 (2022)	1.4.3 A définir	1.4.3 Rapports de mise en œuvre du projet	
		1.4.4. Nombre de femmes et hommes ayant bénéficié, avec le soutien de l'action, d'une sensibilisation aux valeurs du sport et de l'Olympisme	1.4.4 0 (2022)	1.4.4 A définir	1.4.4 Rapports de mise en œuvre du projet	

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le Gouvernement du Sénégal.

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 66 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

### 4.4 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>13</sup>.

#### 4.4.1 Gestion indirecte avec des entités dont les piliers ont été évalués

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec des entités qui seront sélectionnées par les services de la Commission sur la base des critères suivants : (i) expertise avérée dans le secteur de la formation et de l'insertion professionnelles, en particulier au Sénégal, (ii) capacité technique et opérationnelle suffisante de mise en œuvre, (iii) capacité à mobiliser, coordonner ou fédérer des acteurs de la Team Europe pour un impact plus important de l'action.

La mise en œuvre par ces entités implique l'ensemble de l'action décrite à la section 3.

#### 4.4.2 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Au cas où la gestion indirecte avec des organisations dont les piliers ont été évalués mentionnée au point 4.4.1 ne peut être mise en œuvre suite à des circonstances exceptionnelles indépendantes du contrôle de la Commission, l'alternative sera de mettre en œuvre les activités en gestion directe, par une(des) subvention(s).

##### **a) Objet de la (des) subvention(s) :**

La(es) subvention(s) contribuera(ont) à atteindre l'objectif spécifique de l'action et les résultats y afférents, décrits à la section 3.

##### **b) Type de demandeurs visés :**

Les demandeurs de financement potentiels au regard de leur type sont les suivants : autorités locales, organismes publics, organisations internationales, ONG, opérateurs économiques, établissements de formation.

Les autres caractéristiques essentielles des demandeurs potentiels, telles que leur lieu d'établissement devront être précisées dans les lignes directrices à l'intention des candidats à l'appel à propositions. La portée par défaut peut être restreinte au regard de la nationalité, de la localisation géographique ou de la nature du demandeur, lorsque la nature et les objectifs de l'action le justifient et dans le cas où sa mise en œuvre effective le requiert.

<sup>13</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu) Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.



#### 4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI - Europe dans le monde).

#### 4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée
<b>Modalités de mise en œuvre</b> – cf. section 4.4		
<b>Objectif :</b> le développement d'une offre pérenne d'orientation, de formation et d'insertion professionnelles de qualité et adaptée aux opportunités du marché du travail, pour renforcer les opportunités liées aux JOJ 2026 et leur héritage, composé de :		
Gestion indirecte avec des entités dont les piliers ont été évalués, cf. section 4.4.1	21 800 000 EUR	
<b>Evaluation</b> – cf. section 5.2 <b>Audit</b> – cf. section 5.3	200 000 EUR	N.A.
<b>Totaux</b>	22 000 000 EUR	38 770 000 EUR (2 000 000 EUR du Royaume des Pays-Bas ; 4 000 000 EUR du Luxembourg ; 28 000 000 EUR de l'AFD ; 4 770 000 EUR de l'Italie)

#### 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

La mise en œuvre de l'action sera menée par les agences de la Team Europe associées à l'action (gestion indirecte), en interaction permanente avec les partenaires nationaux et parties prenantes au projet. Le MEFPAL jouera en

particulier un rôle central dans l'orientation, la programmation, le suivi et la validation des actions déployées. Des espaces de concertation et de suivi de l'action seront ainsi constitués :

- Un Comité de Pilotage, pour garantir la cohérence d'ensemble et un rythme soutenu d'exécution (identification de difficultés / points de blocage). Le COPIL a la responsabilité d'examiner et valider les orientations (et éventuelles réorientations) de l'action, la programmation semestrielle et les rapports périodiques qui lui sont présentés.
- Un Comité technique réunissant, autour des membres du COPIL, les institutions et autres intervenants de l'environnement de l'action, pour partager des informations sur les orientations et programmations de l'action et identifier des synergies (rôle consultatif).

Les agences chargées de la mise en œuvre (gestion indirecte) rendront compte régulièrement à la DUE des avancées de l'action et des problèmes éventuellement rencontrés. Outre les rapports contractuels, des points périodiques permettront de manière informelle d'assurer la qualité du dialogue et du pilotage de l'action.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

## 5 MESURE DE PERFORMANCE

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants (ventilés par sexe, âge et handicap), en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Les partenaires de mise en œuvre sont responsables de la collecte des données, de leur analyse et du suivi des valeurs cibles des indicateurs et de leurs sources de vérification.

Les partenaires de mise en œuvre feront, au moins, deux missions de suivi par an. La Commission sera informée, au moins deux semaines avant le démarrage de ces missions, et participera autant que possible y compris aux visites de terrain.

L'action étant menée avec des partenaires de la Team Europe, des missions conjointes de supervision sont envisagées au moins une fois par an afin d'avoir une vision globale ainsi que l'effet global de l'apport de l'Europe.

Au plus tard six mois après le démarrage de l'action, une étude baseline permettra d'affiner le cadre logique en précisant les valeurs de référence, les valeurs cibles et les sources de vérification des indicateurs d'objectifs et de résultats. Cette étude sera inscrite au plan d'action de la première année de mise en œuvre. Une autre étude sera menée en fin de projet par les partenaires de mise en œuvre pour déterminer toutes les valeurs cibles atteintes et dont la production est liée à des résultats d'enquêtes. Cette étude sera inscrite au plan d'action de la dernière année de mise en œuvre.

## 5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance et de la nature de l'action, une/des évaluation(s) à mi-parcours et/ou finale pourra(ont) être effectuée(s) pour cette action par des consultants indépendants à travers une(des) mission(s) conjointe contracté(es) par la Commission - outre les évaluations susceptibles d'être mandatées par le(s) partenaire(s) de mise en œuvre.

Dans le cas d'une évaluation à mi-parcours, celle-ci serait réalisée pour résoudre des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre et/ou tirer des enseignements, notamment dans le cadre d'une action conjointement mise en œuvre par plusieurs organisations d'État-Membre.

Dans le cas d'une évaluation finale, celle-ci serait réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait que cette action a pour spécificité de s'inscrire dans des modalités de mise en œuvre devant permettre de valoriser l'approche "Team Europe".

Les évaluations intégreront la mesure de la prise en compte de l'approche fondée sur les droits humains ainsi que la manière dont l'action contribue à l'égalité de genre et à l'autonomisation des femmes.

Dans le cas d'une évaluation commandée par la Commission, celle-ci informera les partenaires chargés de la mise en œuvre au moins deux mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Les partenaires chargés de la mise en œuvre collaboreront de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Les partenaires chargés de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus à ces fins.

## 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

# 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fonds commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

- Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme

<b>Niveau Action</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action Gestion indirecte avec des entités dont les piliers ont été évalués (2 conventions de contribution) 21 800 000 EUR Audit/Évaluation 200 000 EUR
<b>Groupe d'actions</b>		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#)
<b>Niveau Contrat</b>		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	
	(...)	
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	